

Parc W-Bénin : le tourisme à l'épreuve du terrorisme ?

L'attaque terroriste dans le parc W-Bénin, porte un coup sévère au secteur du tourisme au Bénin. Six (06) morts, une dizaine de blessés graves, des animaux sauvages en divagation, des touristes dans le doute, et une image du Bénin à nouveau dégradée. C'est le bilan des attaques terroristes survenues dans l'après-midi du mardi 08 février 2022 dans le parc W. Le tourisme, un secteur stratégique de l'économie béninoise est ainsi attaqué vertement par des terroristes.



Alors que les touristes voyageurs affluent de plus en plus dans les parcs béninois ces dernières années, le terrorisme préfère sèmer la zizanie dans le rang des acteurs. Cette menace qui planait autrefois sur le Bénin est devenue réalité. En effet, dans l'après-midi du mardi 8 février 2022, une équipe de rangers en charge de la protection du parc a été prise en embuscade dans le parc national du W au Bénin, alors qu'elle effectuait une patrouille à la limite Nord du parc frontalière aux trois pays Bénin, Burkina Faso et Niger. Le bilan provisoire fait état de six (06) morts dont cinq (05) parmi les rangers, et un (01) agent des Forces Armées béninoises ainsi que d'une dizaine (10) de blessés. Actuellement, des renforts des Forces Armées Béninoises et des gardes forestiers supplémentaires ont été déployés sur le terrain.

Une situation qui surgit au moment où le gouvernement béninois fait de profondes mutations pour une meilleure gestion rentable et durable des parcs Pendjari et W au Bénin.

Un tourisme avec d'énormes défis sécuritaires

Si le Bénin table ces dernières années sur un secteur touristique au fort potentiel de développement et

particulièrement créateurs d'emplois, c'est parce que le tourisme constitue la plus importante source de recette en devise étrangère après le coton. Il est le troisième employeur du pays après l'agriculture et le commerce.

Un dynamisme suscité par la bonne volonté du gouvernement de Patrice TALON en inscrivant dans son programme d'action de grands investissements dans le secteur à travers la gratuité des visas pour de nombreux ressortissants du monde, et la création des agences nationales dédiées au tourisme. Il est donc clair que le tourisme est à l'épreuve du terrorisme comme le cas dans plusieurs pays sous menace terroriste.

Comment gérer les défis sécuritaires et poursuivre l'essor économique du pays ? La question est plus que jamais d'actualité.

Mais le Bénin, en optant pour le déploiement des militaires dans les parcs, la mise en place d'un système d'alerte et d'assistance et de radio de communication et de géo localisation dans les véhicules de transport des touristes, n'est toujours pas à l'ombre d'une sécurité assurée. Car, ces mesures aujourd'hui s'avèrent insuffisantes au regard de l'intensité des attaques dans le septentrion ces dernières semaines.

Il y a donc lieu de renforcer la sécurité au sein des parcs béninois à l'aune des attaques terroristes devenues répétitives. Mieux, il importe de collaborer efficacement avec les populations locales de ladite zone afin de mettre en place des groupes de jeunes locaux (agriculteurs, chasseurs, religieux, artisans, coutumiers etc.) capables de veiller et de transmettre des informations sur la présence d'individus suspects dans le milieu et ses alentours.

Mais avant, African Parks, tout en adressant ses condoléances aux familles des agents tués, rassure qu'il travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement du Bénin et toutes les autorités locales pour assurer la sécurité de son personnel et celle des communautés locales.

Cette énième attaque rappelle au Bénin, l'enlèvement de deux touristes français dans le nord Bénin et l'assassinat d'un jeune guide touristique.

Désinstallation du dispositif d'extraction du sable à Tohouè/Sème-Kpodji

Dans un récent [article](#) le Journal Santé Environnement a dénoncé un fait de crime environnemental sur le point d'être commis. En effet, il s'agissait d'un plan d'extraction illicite de sable blanc dans la forêt de Tohouè commune de Sème-Kpodji, dévoilé.



Cette alerte lancée et relayée par notre réseau d'activistes écologistes, par le quotidien [Daabaaru](#) et surtout les tractations de la **Plateforme Pro-Environnement**, vient d'aboutir heureusement alors que nos investigations remontent déjà vers les présumés auteurs, leurs réelles incitations et leur mode de fonctionnement.

Et pour cause, nous apprend notre source sur place, après qu'une délégation de l'Agence Beninoise pour l'Environnement, accompagnée d'un agent communal, des forestiers et des agents de la direction départementale du cadre de vie soit venue intervenir en faveur des populations riveraines, le dispositif d'extraction du sable a été déplacé ce vendredi 25 Février 2022.



Ce dispositif d'extraction du sable installé la veille de

notre première publication est désinstallé.

Pour quel autre endroit et quel autre but ? Est ce une stratégie pour revenir en force ? Les menaces de mort et d'\\'emprisonnement vont elles suivre ? Bien malin qui pourrait répondre à ces interrogations.



Toutefois, la veille citoyenne doit être de mise pour sauvegarder l'\\'environnement à plus forte raison le sable, 3e ressource naturelle la plus exploitée au monde.

Megan Valère SOSSOU

Eco Bénin et la DGEFC- Bénin organisent un Café Biodiversité

Eco-Benin et la Direction Générale des Eaux Forêts et Chasse du Bénin organisent, en partenariat avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature #UICN, le premier numéro de « Café Biodiversité ».



L'\\'initiative qui aura lieu le vendredi 11 mars 2022 à l'Hôtel du Lac de Cotonou à partir de 9H s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de facilitation d'engagement pour la Biodiversité – BIODEV2030. Elle a pour objectif de sensibiliser les acteurs privés par sous-secteur de la sylviculture, à la valeur de la biodiversité et à la façon de mesurer les impacts et dépendances. Une trentaine d'acteurs issus de l'administration publique, du secteur privé

et de la société civile est attendue à ce premier café biodiversité.

À suivre ... dans notre prochain article le compte rendu.

Bénin: Contribution du programme Benkadi à l'inclusion genre dans un contexte de changement climatique

La journée internationale des femmes célébrée le 08 mars sous le thème « l'égalité aujourd'hui pour un avenir durable », interpelle l'ensemble des acteurs sur l'implication de toutes les couches aux efforts nationaux et internationaux de lutte contre les changements climatiques.

En effet, les changements climatiques constituent des menaces sérieuses pour l'environnement physique et humain, de même que pour l'économie nationale, régionale et mondiale.



Parmi les zones les plus affectées, figure l'Afrique de l'Ouest (IPCC, 2014), où les secteurs clés de développement, notamment l'environnement, l'agriculture, les ressources en eau, sont considérés comme vulnérables aux changements climatiques.

Les changements climatiques et les inégalités entre les sexes sont donc liés. En milieu rural, les femmes sont contraintes de faire de longues distances pour la corvée d'eau. Cela les expose aux risques de violences sexuelles et physiques surtout

dans les contextes sécuritaires déléteres.

A titre illustratif, les résultats des études genre et inclusion conduites par le programme Benkadi, une initiative de la société civile ouest africaine avec l'appui financier du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, en 2021 révèle en ce qui concerne le Bénin, que les femmes occupent 60% de la main d'œuvre agricole et apportent 80% de la production alimentaire, Elles sont très actives dans tous les secteurs d'activités agricoles. Elles constituent 65,5% des actifs agricoles dont 42,2% dans le primaire, 18,1% dans le secondaire et 39,7% dans le tertiaire. Toutefois, elles sont confrontées aux pesanteurs socio-culturelles découlant du système patriarcal qui limitent leur accès aux ressources productives (terre, crédits, intrants, etc.) et tendent à les confiner dans la sphère reproductive. Elles ont un très faible niveau d'éducation/formation et sont faiblement représentées dans les instances de prise de décision au sein des Organisations Socioprofessionnelles Agricoles.

Pour la Présidente du Réseau pour l'intégration des femmes des ONGs et Associations Africaines (RIFONGA)-Section du Bénin, « *l'enjeu actuel est d'assurer l'implication effective des femmes dans les instances de prise de décisions à tous les niveaux du dialogue politique pour le renforcement de la participation citoyenne dans l'identification, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et stratégies publiques de développement afin d'assurer la résilience des communautés vulnérables face aux changements climatiques* » madame Léontine Konou IDOHOU.

Pour rappel, le programme BENKADI d'un coût global de 14.206.783.613 FCFA et sur une période de 5 ans (Janvier 2021-Décembre 2025) est une initiative de la société civile ouest africaine pour améliorer l'efficacité des politiques publiques en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali. Le programme couvre 4 pays, 30

régions et 67 communes. Au Bénin il est porté par la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB), au Burkina Faso par le Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG), en Côte d'Ivoire par la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI), au Mali par le Secrétariat de Concertation des Organisations Non Gouvernementales (SECO-ONG). Le programme reçoit l'accompagnement technique et financier de Woord En Daad (WD) et du Ministère des Affaires Etrangères (MoFA) des Pays-Bas sous le leadership du Secrétariat Permanent des ONG (SPONG).

Source : communiqué de presse du Programme BENKADI

1^e édition Café Biodiversité | BIODEV2030 : Eco-Bénin et la DGEFC-Bénin engagent les acteurs sylvicoles

Dans le cadre de la réalisation du projet BIODEV2030 visant à contribuer aux actions de facilitation et d'engagements pour la biodiversité d'ici l'horizon 2030, l'ONG Eco-Bénin et la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasses du Bénin en partenariat avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) ont organisé la première édition du Café Biodiversité, le vendredi 11 Mars 2022 à Cotonou.



Cérémonie d'ouverture

Cette rencontre a réuni une trentaine d'acteurs de

l'administration publique de gestion forestière, du secteur privé de l'exploitation forestière et de la société civile autour du thème : Biodiversité et exploitation forestière : cas de la sylviculture. Une première fois qu'un projet de telle envergure réussit à faire asseoir côte à côte des acteurs du secteur privé et celui du public au profit de la biodiversité.

Ainsi, après s'être réjoui de la mobilisation de tous les acteurs à cette rencontre, M. Gauthier Koffi AMOUSSOU, Coordonnateur de l'ONG Eco-Bénin dans son mot de bienvenue a rappelé le contexte de mise en œuvre du projet BIODEV2030 et mis l'accent sur les réels objectifs dudit Café Biodiversité.

C'est une bonne occasion d'échanger de la sylviculture en relation avec la biodiversité en présence des différents acteurs du domaine, a fait savoir Faouzi MAAMOURI, Coordonnateur Régional de l'UICN Programme Afrique Centrale et Occidentale. A l'en croire, il est nécessaire pour les acteurs sylvicoles de travailler ensemble pour arriver à concilier le développement économique et la préservation de la biodiversité.

C'est en espérant pour sa part de riches échanges qui aboutissent sur de belles propositions pour une sylviculture plus conservatrice de la diversité biologique, que le représentant du Directeur Général des Eaux, Forêts et Chasses du Bénin à l'occasion, le Lieutenant Colonel, Robert MISSIKPODE a officiellement lancé les activités inscrites au menu de cette première édition du Café Biodiversité.

Ainsi, de la présentation liée à la mobilisation des entreprises en Afrique centrale et occidentale en faveur de la diversité biologique à celle des pratiques sylvicoles dans les entreprises publiques et privées, en passant par le zoom sur la sylviculture au Bénin en lien avec la diversité biologique, aucun aspect des thématiques pouvant éclairer la lanterne des participants n'a été occulté par les experts panélistes à cette rencontre de haut niveau.



Communication en cours



Travaux de groupe

Cet espace de dialogue enrichi par des communications thématiques, des travaux de groupes et des discussions diverses a permis aux différents acteurs de s'accorder sur des méthodes de conciliation de la biodiversité avec la sylviculture.

Une sylviculture conservatrice de la biodiversité, appelée de tous vœux

Encore faut-il rappeler que cette initiative qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de facilitation d'engagement pour la biodiversité BIODDEV2030 a permis de sensibiliser les acteurs du sous secteur de la sylviculture, à la valeur de la biodiversité et à la façon de mesurer les impacts et les dépendances.

Isdeen AKAMBI est Assistant Technique du projet BIODDEV2030 à l'ONG Eco- Bénin, à l'en croire, il s'est agi de commencer les prémices d'un dialogue avec le secteur privé qui dans ses activités impactent la biodiversité afin de disposer à terme d'un plan d'action limitant les impacts sur la biodiversité d'ici 2030.

Autrement dit, faciliter la compréhension d'un certain nombre de thèmes avec les différents acteurs du secteur privé, du secteur public et de la société civile.

Nul n'ignore que la sylviculture est une activité économique qui peut parfois ne pas vraiment aider la biodiversité mais les acteurs forestiers sont unanimes, la dessus. Elle doit participer à la conservation de la diversité biologique d'ici 2030.

Pour conserver la biodiversité, le Lieutenant Josué KPETERE, Chef d'Unité Formation Professionnelle et Sport à l'Ecole Nationale des Eaux, Forêts et Chasses du Bénin recommande des comportements écologiques dont la conservation des écosystèmes

de certaines espèces, l'adoption d'un protocole de coupe, la constitution des noyaux avec une végétation naturelle et bien d'autres. Car, justifie-t-il, conserver la biodiversité, c'est aidé le sylviculteur à pouvoir rentabiliser son exploitation.

« *Toute gestion forestière qui ne s'intègre pas dans une démarche de développement durable peut causer des problèmes de dégradation* » pense Faouzi MAAMOUNI, représentant de l'UICN. C'est pourquoi, il importe de diversifier et d'alterner la culture de plusieurs espèces en faune et en flore pour une sylviculture durable au Bénin, préconise-t-il. Car en fin de compte, il s'agira d'une collaboration gagnant-gagnant pour les populations, l'administration en charge de la gestion forestière que pour le secteur privé de l'exploitation forestière.

Des acteurs du secteur privé plus que jamais engagés

Pour Marc EDEY, Secrétaire à ATC Industrie Bois, cette rencontre est venue en soutien aux actions entreprises par le gouvernement béninois dans le secteur du bois. Il est un secret de polichinelle que la matière première que constitue le bois n'est pas naturellement extensive mais il faut pouvoir reboiser pour garantir la ressource les années à venir a t-il reconnu.

Dans un même sens d'idée, Bertin AKOUTA, Président de l'Association Nationale des Opérateurs Economiques de la filière Forêts Bois ne perd pas de vue le rôle qui est le scient, à savoir renforcer la sensibilisation des acteurs exploitants au vu des engagements pris par exemple la signature d'une charte environnementale par tous les acteurs exploitants.



Photo de famille

Il est vrai qu'aujourd'hui, l'exploitation reste de plus en plus structurée mais il faut davantage un cadre formel de dialogue comme celui-ci qui brasse l'administration et les exploitants afin d'échanger sur la gestion durable des

ressources naturelle dans l'intérêt de la diversité biologique a-t-il poursuivi.

Rappelons pour finir que la sylviculture sans doute, d'une grande nécessité pour le développement économique du Bénin doit, à en croire les experts, tenir compte de la préservation de la biodiversité pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable d'ici 2030.

Espérance OKOSSI